



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DU GERS

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
CONCERNANT
LA RÉALISATION D'UN ENROCHEMENT POUR SÉCURISER UNE HABITATION
ET GESTION D'UN ATTERRISSMENT SUR LE CANAL DE RISCLE
SUR LA COMMUNE DE RISCLE
PAR SERGE TOTI

DOSSIER DIOTA N° 32-2022-0100009359

Le préfet du GERS
Chevalier de l'ordre national du Mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17 janvier 2023, présenté par Serge TOTI , enregistré sous le n° 32-2022-0100009359 ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

Serge TOTI

37 rue de la Carderie

32400 RISCLE

concernant (objet et localisation du projet) :

Enrochement pour sécuriser une habitation et gestion d'un atterrissement sur le canal de Riscle

dont la réalisation est prévue sur la (les) commune(s) de :

RISCLE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|--|-----------------|--|
| 3120 | Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3140, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : <ul style="list-style-type: none"> 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : (D) | Déclaration (D) | Arrêté DEVO0770062A du 28/11/2007 |
| 3140 | Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : <ul style="list-style-type: none"> 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m : (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m : (D) | Déclaration (D) | Arrêté ATEE0210028A du 13/02/02 |
| 3150 | Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : <ul style="list-style-type: none"> 1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D) | Déclaration (D) | Arrêté DEVL1404546A du 30/09/2014 |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

En l'espèce, le dossier du déclarant est considéré comme complet, ce qui signifie qu'il est constitué du bon nombre de pièces.

Les services instructeurs doivent maintenant étudier leur contenu et s'assurer que les modalités de travaux prévues respectent bien la réglementation en vigueur¹. La réglementation prévoit que les services instructeurs étudient ces éléments dans un délai de deux mois maximum et qu'en cas de nécessité, ils vous sollicitent.

C'est la raison pour laquelle le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant un délai de deux mois à compter de la signature du présent courrier, sauf réception d'une décision l'y autorisant expressément.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Si les services instructeurs adressent une telle demande au déclarant, la date butoir de réalisation annoncée ci-dessus sera décalée d'autant. Des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent également être imposées.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, **le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration**. Cela signifie que les travaux pourront

¹ Délai durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

être réalisés, **dans le respect du dossier déposé, et des périodes d'intervention qui y sont mentionnées.**

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la (aux) mairie(s) de la (des) commune(s) mentionnée(s) en objet où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information, et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Adour Amont pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la (aux) mairie(s) de la (des) commune(s) mentionnée(s) en objet, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, **toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.**

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction. Des contrôles peuvent être effectués.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A AUCH, le

25 JAN. 2023



Pour le Préfet du GERS
La Cheffe de service eau et risques,

Valérie LACOMBE-PIAMIAT.

PJ : arrêté(s) de prescriptions générales :

3120

3140

3150

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)